



Avec le soutien de la FCPE 94



**Pour exiger collectivement l'annulation des fermetures de classes et l'ouverture des postes demandés pour faire face aux difficultés de l'année prochaine, pour un véritable plan d'urgence pour le 94, pour un plan de rattrapage pour nos élèves !**

**Rassemblement le 1er juillet à 17H  
devant la DSDEN de Créteil (venir avec des masques)  
une audience a été demandée**

Alors que la situation de confinement des élèves pendant près de 3 mois nécessiterait un véritable plan d'urgence et de reconstruction de l'école publique, les moyens mis en oeuvre sont absolument insuffisants.

Les conséquences sur le quotidien des écoles du département seront nombreuses :

- Alors que, dans de nombreux cas, les écoles ont fait remonter qu'un pourcentage important d'élèves avait totalement décroché malgré les efforts fournis par les enseignants ;
- Alors que, dans certaines écoles, près de 30 à 40% des familles étaient dans l'incapacité de pouvoir recevoir et imprimer les documents envoyés par les équipes enseignantes,
- Alors que c'est maintenant dans la loi depuis deux ans, la Direction académique se refuse à comptabiliser les élèves d'ULIS dans les effectifs, renvoyant à un vague regard bienveillant, dont chacun sait pertinemment qu'il est à géométrie variable et qu'aucune garantie réelle n'est apportée ;

Les choix faits par la DSDEN permettent à peine de respecter les seuils (dispositifs "CP-CE1 dédoublés" peuvent désormais monter jusqu'à 15 élèves).

Cela confirme qu'au-delà des déclarations médiatiques, absolument aucune mesure n'est prise par l'Institution pour que soit organisé un véritable plan de rattrapage pour nos élèves. A ce titre, il est significatif que le 94 et le 93 n'aient reçus aucun poste lors de la dotation exceptionnelle pendant le confinement !

On peut donc craindre qu'une nouvelle série de fermetures et de refus d'ouvertures soit annoncée pour le CTSD du 3 juillet.

**Rappelons que la DASEN précédente a remis en cause en plein confinement :**

- la garantie qu'un collègue nommé à titre définitif ne pouvait voir son poste fermé en juin ou en septembre, règle appliquée depuis des décennies dans ce département : la nouvelle DASEN a maintenant les mains libres pour procéder à de nouvelles fermetures, après le mouvement, au mépris des droits des personnels.

- le rattachement des UPE2A à une école (rattachées aux circonscriptions et plus comptabilisées dans les décharges de direction ; intervention sur plusieurs écoles et sans limite de nombre d'élèves).

## **Nous appelons toutes les écoles à se rassembler** **Mercredi 1er juillet à 17h devant la DSDEN de Créteil** **(venir avec des masques)**

### **Pour exiger collectivement :**

- **l'annulation des fermetures de classes et l'ouverture des postes demandés** pour faire face aux difficultés de l'année prochaine,
- **pour un véritable plan d'urgence pour le 94**, pour un plan de rattrapage pour nos élèves !

**Nous ne laisserons pas sacrifier toute une génération d'élèves !**

**Lors du dernier CDEN du 24 avril** la demande d'un plan d'urgence pour le 94 a fait l'objet d'un vœu voté par la **FSU, FO, l'UNSA, la CGT et la FCPE** et la plupart des élus des collectivités.

### **Un plan d'urgence pour le Val-de-Marne de plusieurs centaines de postes est indispensable pour permettre :**

- de créer des dispositifs UPE2A fixes dans les écoles, partout où il y en a besoin dans le département, avec un maximum de 15 élèves allophones et dans le respect des 9h hebdomadaires réglementaires
- d'attribuer des postes d'enseignants supplémentaires dans les écoles, pour organiser des dédoublements de classe dans plusieurs niveaux, des petits groupes, des séances personnalisées, des suivis individuels, afin d'aider les élèves qui sont restés éloignés de l'école ou les élèves en difficulté scolaire
- de créer des ULIS TFC afin que les élèves notifiés puissent bénéficier du dispositif ; de faire partir des collègues en stages CAPPEI en nombre suffisant pour assurer la pérennité de ces dispositifs
- de reconstituer les RASED et les développer afin de pouvoir intervenir auprès des élèves les plus en difficulté, ceux qui sortent traumatisés du confinement et ceux qui devront réapprendre à être élèves, en affectant sur ces postes des enseignants qui acceptent de faire fonction à défaut de titulaires du CAPPEI
- de maintenir et créer des dispositifs 100% avec des groupes de 12 élèves comme annoncé par le Ministère (et non 13, 14, 15,...)
- d'ouvrir des postes d'administratifs, d'AESH et d'infirmiers scolaires dès la rentrée 2020.